- b) le terme «équipement» désigne les éléments énumérés à la Partie A de l'Annexe B du présent Accord, ainsi que leurs principaux composants;
- c) le terme «matière» désigne les matières non nucléaires destinées à des réacteurs et précisées dans la Partie B de l'Annexe B du présent Accord;
- d) l'expression «Accord de garanties conclu dans le cadre du Traité sur la non-prolifération» désigne un accord conclu conformément au paragraphe 1 de l'Article III du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, fait à Londres, Moscou et Washington le 1^{er} juillet 1968;
- e) l'expression «matière nucléaire» désigne toute «matière brute» ou tout «produit fissile spécial» tels que définis à l'Article XX du Statut de l'Agence. Toute désignation du Conseil des gouverneurs de l'Agence, aux termes de l'Article XX du Statut de l'Agence, visant à modifier la liste des matières considérées comme étant des «matières brutes» ou de «produits fissiles spéciaux» ne prendra effet dans le cadre du présent Accord que lorsque chacune des deux Parties aura informé l'autre, par écrit, qu'elle accepte cette modification;
- f) le terme «technologie» désigne les données techniques fournies sous forme matérielle, notamment, mais non exclusivement, les dessins techniques, les négatifs et les épreuves photographiques, les enregistrements, les données descriptives ainsi que les ouvrages techniques et les manuels d'exploitation, définis par la Partie cédante, après consultation avec la Partie prenante et avant la fourniture desdites données techniques, comme touchant la non-prolifération et comme étant importants pour la conception, la production, l'exploitation ou l'entretien d'installations d'enrichissement, de retraitement ou de production d'eau lourde ou de réacteurs modérés à l'eau lourde ou de leurs composantes essentielles, mais à l'exclusion des données accessibles au public (par exemple publiées dans des livres ou des périodiques); et
- g) l'expression «système de garanties de l'Agence» désigne le système de garanties dont fait état le document de l'Agence INFCIRC/66 (Rev. 2), ainsi que toutes les modifications ultérieures à celui-ci acceptés par les deux Parties.

ARTICLE XIV

1. Nonobstant le paragraphe 3 de l'Article VII de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Commonwealth d'Australie concernant l'utilisation pacifique de l'énergie atomique conclu le 4 août 1959, ledit Accord expire à la date d'entrée en vigueur du présent Accord. La coopération en cours aux termes de l'Accord de 1959 se poursuivra en conformité avec les dispositions du présent Accord.

2. Le présent Accord entre en vigueur au moment de sa signature. Il reste en vigueur pour une période initiale de 30 ans. Si aucun avis de dénonciation n'a été signifié par l'une des Parties à l'autre, au moins 180 jours avant que n'expire ladite période, le présent Accord reste en vigueur jusqu'à ce que 180 jours se soient écoulés après signification d'un avis de dénonciation par l'une des Parties à l'autre.